

VD_FINDINFO AA 8/12 - 20/2014 vom 29. Januar 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-01-29, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_AA_8_12_-_20_2014

FR: VD_FINDINFO AA 8/12 - 20/2014 du 29 janvier 2014

IT: VD_FINDINFO AA 8/12 - 20/2014 del 29 gennaio 2014

Regeste

ACCIDENT, LÉSION CORPORELLE ASSIMILÉE À UN ACCIDENT | 6 al. 1 LAA, 6 al. 2 LAA, 9 al. 2 OLAA

Erwägungen

E. 4

Par surabondance, le recourant reproche également à l'intimée de n'avoir pas considéré que l'atteinte survenue le 8 juillet 2011 était une lésion corporelle assimilée à un accident au sens de l'art. 9 al. 2 OLAA. a) L'art. 6 al. 2 LAA permet au Conseil fédéral d'inclure dans l'assurance-accidents des lésions corporelles qui sont semblables aux conséquences d'un accident. Il a été fait usage de cette possibilité à l'art. 9 al. 2 OLAA, selon lequel, pour autant qu'elles ne soient pas manifestement imputables à une maladie ou à des phénomènes dégénératifs, les lésions corporelles suivantes, dont la liste est exhaustive, sont assimilées à un accident, même si elles ne sont pas causées par un facteur extérieur de caractère extraordinaire : les fractures (let. a), les déboîtements d'articulations (let. b), les déchirures du ménisque (let. c), les déchirures de muscles (let. d), les élongations de muscles (let. e), les déchirures de tendons (let. f), les lésions de ligaments (let. g) et les lésions du tympan (let. h). La jurisprudence (cf. ATF 129 V 466) a précisé les conditions d'octroi des prestations en cas de lésion corporelle assimilée à un accident. C'est ainsi qu'à l'exception du caractère « extraordinaire » de la cause extérieure, toutes les autres conditions constitutives de la notion d'accident doivent être réalisées (cf. art. 4 LPGA). En particulier, en l'absence d'une cause extérieure – soit d'un événement similaire à un accident, externe au corps humain, susceptible d'être constaté de manière objective et qui présente une certaine importance –, fût-ce comme simple facteur déclenchant des lésions corporelles énumérées à l'art. 9 al. 2 OLAA, les troubles constatés sont à la charge de l'assurance-maladie. L'existence d'une lésion corporelle assimilée à un accident doit ainsi être niée dans tous les cas où le facteur dommageable extérieur se confond avec l'apparition (pour la première fois) de douleurs identifiées comme étant les symptômes des lésions corporelles énumérées à l'art. 9 al. 2 let. a à h OLAA. De la même manière, l'exigence d'un facteur dommageable extérieur n'est pas donnée lorsque l'assuré fait état de douleurs apparues pour la première fois après avoir accompli un geste de la vie courante (par exemple en se levant, en s'asseyant, en se couchant ou en se déplaçant dans une pièce, etc.) à moins que le geste en question n'ait requis une sollicitation du corps, en particulier des membres, plus élevée que la normale du point de vue physiologique et dépasse ce qui est normalement maîtrisé d'un point de vue psychologique. La notion de cause extérieure suppose en effet qu'un événement générant un risque de lésion accru survienne. Tel est le cas notamment lors de changements de position du corps, qui sont fréquemment de nature à provoquer des lésions corporelles selon les constatations de la médecine des accidents (brusque redressement du

corps à partir de la position accroupie, le fait d'accomplir un mouvement violent ou en étant lourdement chargé, ou le changement de position corporelle de manière incontrôlée sous l'influence de phénomènes extérieurs; cf. ATF 129 V 466 consid. 4.2.2.). Cette réglementation a pour but d'éviter, au profit de l'assuré, la distinction souvent difficile entre maladie et accident. L'assureur-accidents doit ainsi assumer un risque qui, en raison de la distinction précitée, devrait souvent être couvert par l'assurance-maladie. Les lésions mentionnées à l'art. 9 al. 2 OLAA sont assimilées à un accident même si elles ont, pour l'essentiel, une origine vraisemblablement malade ou dégénérative, pour autant qu'une cause extérieure ait, tout au moins, déclenché les symptômes dont souffre l'assuré (cf. ATF 129 V 466). Il faut qu'un facteur extérieur soit une cause possible de la lésion, au moins à titre partiel, pour qu'une lésion assimilée à un accident soit admise (TF 8C_698/2007 du 27 octobre 2008 consid. 4.2 et les références citées). Ainsi, on ne recherche pas si les lésions constatées sont d'origine uniquement accidentelle, mais, inversement, si elles sont d'origine exclusivement dégénérative. Le fait que ces lésions ont au moins été favorisées par des atteintes dégénératives ne suffit pas à exclure le droit aux prestations. C'est précisément dans de tels cas de figure, où l'influence d'un facteur extérieur, soudain et involontaire ne peut être clairement exclue, que l'art. 9 al. 2 OLAA impose d'assimiler ces lésions à un accident. Le but est ainsi d'éviter de mener systématiquement de longues procédures et expertises médicales en vue d'établir la question de la causalité naturelle en cas d'atteintes figurant dans la liste de cette disposition, étant admis qu'un certain nombre de cas en soi du ressort de l'assurance-maladie sont mis à la charge de l'assurance-accidents (cf. ATF 129 V 466 consid. 3; cf. TF U 162/06 du 10 avril 2007 consid. 5.2.1 et 5.3). b) Parmi les atteintes musculaires, l'art. 9 al. 2 OLAA assimile à un accident uniquement les élongations musculaires et les déchirures musculaires (cf. art. 9 al. 2 let. d et e OLAA). Selon la jurisprudence, la liste de l'art. 9 al. 2 OLAA est formulée de manière précise et différenciée pour éviter les problèmes de délimitation (cf. ATF 116 V 145 consid. 5c). D'un point de vue médical, on classe communément les atteintes musculaires intrinsèques (provoquées par l'effort) selon qu'elles impliquent une lésion musculaire. D'un côté, les atteintes qui n'impliquent pas une lésion des fibres musculaires sont appelées crampes ou contractures. De l'autre côté, il y a les atteintes qui impliquent une lésion des fibres musculaires; parmi ces atteintes on distingue encore en fonction de l'intensité de la lésion : lésion de grade 1 appelée élongation qui implique une lésion limitée à quelques fibres musculaires, entraînant une incapacité fonctionnelle légère à modérée; lésion de grade 2 appelée déchirure ou claquage qui implique une déchirure partielle du muscle, entraînant une incapacité fonctionnelle immédiate et habituellement totale; lésion de grade 3 appelée rupture (cf. Prof. Pierre Frémont et Dr Claude Côté, Les blessures musculaires – prévention, traitement et réadaptation in : Revue Le Clinicien, octobre 2001, pp. 143 et 145 s.). Dans cette classification, les contractures sont distinctes des élongations et déchirures musculaires mentionnées à l'art. 9 al. 2 let. d et e OLAA. On distingue toutefois aussi communément les contractures selon qu'elles sont primitives ou secondaires. Une contracture est en effet définie comme une contraction musculaire involontaire d'un certain nombre de fibres musculaires au sein d'un même muscle ou d'un groupe musculaire, d'une durée plus ou moins longue. La contracture est primitive lorsqu'elle est indépendante de toute lésion musculaire : la contraction est la conséquence d'une utilisation excessive du muscle. La contracture est en revanche qualifiée de secondaire, lorsque la contraction musculaire involontaire est la conséquence d'une lésion musculaire au sens proprement dit, donc d'une élongation ou d'une déchirure musculaire, ou d'une lésion articulaire : la contraction

musculaire est alors un mécanisme de défense pour protéger le muscle lésé ou l'articulation atteinte. Dans tous les cas, il découle de l'absence de mention des contractures à l'art. 9 al. 2 OLAA que celles-ci ne peuvent pas, en tant que telles, être assimilées à des accidents (cf. CASSO AA 54/12 – 34/2013 du 6 mai 2013 consid. 2b). Selon la jurisprudence, l'art. 9 OLAA interdit d'assimiler à des accidents des atteintes physiques qui sont supposées et non prouvées (cf. TFA U 351/99 du 8 septembre 2000 consid. 2b, U 98/01 du 28 juin 2002 consid. 2 et U 322/02 du 7 octobre 2003 consid. 5.4). Dans un arrêt relatif à des lésions ligamentaires, le Tribunal fédéral des assurances avait considéré que, du fait que les lésions partielles des ligaments ne peuvent en principe pas être distinguées cliniquement des réactions secondaires inflammatoires (tendinites, etc.), une qualification comme lésion assimilée à un accident n'entre en ligne de compte que si la rupture partielle est constatée comme telle au niveau médical de manière évidente (« medizinisch eindeutig festgestellt ist »), que ce soit de manière intraopérative ou par une représentation avec un produit de contraste; l'assuré prétendant à une prestation supporte les conséquences de l'absence d'une telle preuve (cf. ATF 114 V 298 consid. 5c). Il n'en va pas différemment pour la distinction entre les contractures primaires et les lésions musculaires de grade 1 (les élongations musculaires) ou 2 (les déchirures musculaires). c) En l'espèce, la Dresse A. _____ a diagnostiqué dans son rapport médical du 12 août 2011 une probable lésion musculaire (muscles scalènes ou oblique supérieur de la tête) à droite. En procédure de recours, dans ses réponses aux questions des parties, la Dresse A. _____ a déclaré qu'il s'agissait d'une déchirure musculaire et expliqué qu'elle avait qualifié la lésion musculaire de probable parce qu'elle n'avait pas demandé d'examen supplémentaire tel que l'échographie. Elle a motivé la renonciation à un tel examen parce qu'il « n'y avait presque pas de doute qu'il s'agissait d'une lésion musculaire ». Elle a toutefois confirmé la position de l'assurance intimée selon laquelle le diagnostic de lésion musculaire ne pouvait en l'état être retenu au degré de la vraisemblance prépondérante, l'atteinte pouvant aussi être qualifiée de cervico-brachialgie après effort ou de contracture musculaire. On peut en déduire qu'il n'y avait, de l'avis de la Dresse A. _____, presque pas de doute que l'atteinte était une lésion musculaire, mais assez pour considérer que ce diagnostic n'était pas prouvé avec une vraisemblance prépondérante. Il s'y ajoute qu'en l'absence de mise en évidence d'une lésion musculaire par une opération ou par imagerie, la seule affirmation de la Dresse A. _____ de la quasi absence de doutes quant à l'existence d'une lésion musculaire sur la base d'un examen clinique ne suffit pas pour constituer la preuve d'une déchirure musculaire. C'est pourquoi l'atteinte à la santé du recourant ne peut pas être assimilée à un accident en vertu de l'art. 9 al. 2 let. d OLAA au titre d'une déchirure musculaire. Elle ne saurait non plus pour les mêmes raisons être assimilée à un accident au titre d'une élongation musculaire (cf. art. 9 al. 2 let. e OLAA).

E. 5

Le dossier étant complet, permettant ainsi à la Cour de céans de statuer en pleine connaissance de cause, il n'y a pas lieu de donner suite à la mesure d'instruction complémentaire requise par le recourant (à savoir l'audition de C. _____). En effet, une telle mesure d'instruction ne seraient pas de nature à modifier les considérations qui précèdent (appréciation anticipée des preuves; ATF 122 II 464 consid. 4a, TF 8C_764/2009 du 12 octobre 2009 consid. 3.2, TF 9C_440/2008 du 5 août 2008), puisque les faits pertinents ont pu être constatés à satisfaction de droit. Au surplus, on relèvera que la demande tendant à l'audition de témoins constitue une requête de preuve qui ne suffit pas à fonder l'obligation d'organiser des débats publics (cf. TF 8C_973/2010 du 21 avril 2010

consid. 2.1).

E. 6

a) Vu ce qui précède, l'événement du 8 juillet 2011 n'est pas constitutif d'un accident et l'atteinte subie par le recourant ne peut pas être qualifiée de lésion corporelle assimilée à un accident. Le recours doit donc être rejeté et la décision attaquée confirmée. b)

Conformément à l'art. 61 let. a LPGA, la procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations en matière d'assurance- accidents devant le tribunal cantonal des assurances est gratuite. Le recourant, qui n'obtient pas gain de cause, n'a pas droit à des dépens (cf. art. 61 let. g LPGA; 55 LPA-VD).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.